

● Pour une pratique internationale effective

Texte présenté par

Ancel	Fontes
Barjonet	Fremaux
Behar	Frevaque
Boedard	Froge
Brosse	Hugard
Bucas	Lambert
Carette	Leclerc
Caro	Praxelle
Colin	Peurière
Dalbert	Tanguy
Dolias	Teisseire

Le Conseil National doit se proposer un double objectif :

— dresser le bilan des **leçons que nous pouvons tirer, pour notre propre action, de l'expérience historique du mouvement ouvrier international** ;
— définir sur le plan politique comme sur le plan de l'organisation les **bases d'une pratique effective du parti dans le domaine international** : sur quels fronts, sur quelles bases politiques, avec quels partenaires, avec quelles formes d'organisation ?

Le Conseil National doit éviter deux écueils :

— **retomber dans les ornières du passé.**
Jusqu'à présent sa politique internationale a présenté un double aspect : participation au coup par coup à diverses manifestations, sans que cette participation relève d'une orientation générale définie à l'avance, dans l'ambiguïté la plus totale et sans que le parti dans son ensemble soit associé aux décisions ;
— **se transformer en un débat abstrait** réservé à une minorité de spécialistes. Il doit jeter les bases d'une pratique effective, autrement dit fixer un petit nombre d'axes d'intervention concrètes susceptibles d'être pris en charge par le parti tout entier.

A - Les leçons de l'expérience historique du mouvement ouvrier international

En premier lieu, il nous faut réagir contre ce nouveau chauvinisme selon lequel les révolutionnaires des pays capitalistes avancés n'auraient rien à apprendre des expériences révolutionnaires tentées dans d'autres conditions, dans des pays dits sous-développés, agricoles, arriérés comme le Vietnam, la Chine, etc. En réalité, il existe un système capitaliste mondial, dont l'unité se traduit par l'existence d'un marché mondial relativement unifié. Par suite les mouvements révolutionnaires du monde combattent le même ennemi — la bourgeoisie internationale, ses serviteurs et ses complices — utilisent le même instrument d'analyse et le même guide pour l'action — la théorie marxiste-léniniste — et se proposent le même but final : la construction du communisme.

Dès lors, si aucune des expériences tentées ailleurs ne peut être transposée en France de façon mécanique, chacune d'entre elles comporte des enseignements, positifs ou négatifs qui sont valables pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire mondial et que nous devons savoir dégager.

Nous devons donc, parmi les expériences en cours, repérer et analyser celles qui présentent pour nous une importance particulière, compte tenu de nos problèmes actuels et de nos luttes actuelles.

EN **PREMIER LIEU**, nous discutons depuis plusieurs années du problème de la stratégie et des voies et méthodes capables de conduire à la prise du pouvoir. De ce point de vue deux cas sont à étudier :

— **le cas du Chili**, pays sous-développé où les tâches actuelles de la révolution sont **d'ordre démocratique** (réforme agraire) et national (lutte

contre le capital étranger). C'est dans cette perspective que l'œuvre du gouvernement Allende a présenté certains aspects positifs, et que le M.I.R. a été amené à lui accorder au départ un soutien critique. Mais en France ce qui est à l'ordre du jour, c'est la **révolution socialiste** : nous proposer des exemples chiliens, nous demander de devenir le M.I.R. français, c'est confondre deux étapes de la révolution.

En revanche, sur d'autres points, l'expérience chilienne nous donne des leçons d'ordre général : elle illustre les impasses auxquelles conduisent le respect de la légalité bourgeoise, le refus de prendre appui sur le mouvement autonome des masses, le refus de transformer, au-delà des rapports de propriété, l'organisation de **travail** et les rapports sociaux ; elle prouve la faillite de la « **voie pacifique** ».

— Le cas de **l'Irlande** démontre que le recours à la lutte armée, la guérilla urbaine, etc., ne sont pas des formes de lutte réservées aux pays sous-développés et « arriérés » du tiers Monde. Elles peuvent très bien se révéler à la fois nécessaires et possibles dans un pays qui appartient au bloc des pays capitalistes avancés.

Certes, la situation en Irlande présente de nombreux caractères originaux, mais on trouverait sans peine en France comme en Europe des situations voisines, en particulier là où existent des minorités nationales opprimées : c'est déjà le cas au pays basque, c'est aussi sur de nombreux points, le cas de la Bretagne, historiquement et géographiquement proche de l'Irlande.

EN SECOND LIEU, nous discutons du problème du **programme** et de la transition vers le communisme. De ce point de vue quatre cas nous intéressent plus particulièrement :

1. **Le cas de l'U.R.S.S.** Nous devons préciser les raisons pour lesquelles nous refusons le modèle soviétique, et distinguer nos critiques d'une critique de droite exclusivement inspirée par la défense de la démocratie bourgeoise.

En U.R.S.S. la propriété privée des moyens de production a été abolie, mais il s'agit d'une transformation juridique et formelle. Les rapports de production concrets — division d'organisation du travail, hiérarchie dans l'entreprise, etc. — n'ont pas été changés.

Dès lors, le refus de transformer la division et l'organisation capitalistes du travail, le refus de s'attaquer à la séparation entre travail manuel et travail intellectuel, tâches d'exécution et tâches de

contrôle ; la primauté accordée à une croissance économique exclusivement considérée sous l'angle quantitatif ; l'utilisation des stimulants individuels et des méthodes capitalistes d'encouragement à la productivité ; le recours à l'idéologie bourgeoise ; le remplacement de la lutte politique contre les opposants par la répression administrative et policière ; la concentration du pouvoir entre les mains d'un parti coupé des masses ; tous ces facteurs entraînent la reconstitution d'une classe privilégiée qui, contrôlant l'appareil d'Etat et la direction des entreprises nationalisées, dispose effectivement des moyens de production et en profite pour exploiter les travailleurs. Cette nouvelle classe exerce toutes les fonctions de la bourgeoisie : elle décide de l'intensité de l'exploitation de la répartition du produit, du rythme et des priorités de l'accumulation, etc. Certes, il s'agit d'une bourgeoisie de type nouveau, administrative et technocratique. Mais nous n'en assistons pas moins en U.R.S.S. à un processus de restauration progressive du capitalisme, dont les réformes de 1965 — autonomie accrue des entreprises, retour au critère du profit — ont marqué une étape importante.

Nous devons être particulièrement nets sur ce point pour marquer que notre opposition au P.C.F. porte non seulement sur la stratégie et la tactique de la conquête du pouvoir, mais surtout sur la nature même de la société à construire.

— **Le cas de la Tchécoslovaquie.** Nous avons à démystifier le « printemps de Prague » et le « socialisme à visage humain ». Nous condamnons tous le régime d'exploitation et d'oppression des Novotny et des Husak ; mais ce que nous approuvons dans l'expérience tchécoslovaque de 1968, ce n'est pas le révisionnisme libéral de Dubcek sur le plan politique et d'Ota Sik sur le plan économique, c'est le mouvement autonome des conseils-ouvriers tchécoslovaques.

— **Le cas de la Yougoslavie.** L'expérience yougoslave a pour nous une importance cruciale, à l'heure où nombre de camarades mettent en avant le thème de l'autogestion. Elle démontre les insuffisances de cette notion : si la gestion des entreprises yougoslaves a été confiée à des « conseils ouvriers », la division et l'organisation capitalistes du travail ont été conservés ; la hiérarchie a été maintenue, le cadre de l'entreprise a été respecté ; le parti a gardé le monopole des décisions politiques à l'échelle nationale. Enfin pour contraindre les entreprises autogérées à augmenter leur « productivité », les lois du marché et le critère de la rentabilité ont été rétablis.

Du même coup sont réapparues les traits caractéristiques du capitalisme : inégalités croissantes entre branches et entre régions, différenciation grandissante des revenus, concurrence effrénée, gaspillages, chômage, émigration. Le système yougoslave est devenu aujourd'hui un système capitaliste à base de coopératives ouvrières, dans lesquelles ce sont les cadres et les techniciens qui dominent.

L'autogestion telle qu'on nous la présente, c'est simplement **l'introduction de la démocratie parlementaire à l'usine** : elle laisse intacts les rapports de production fondamentaux du capitalisme.

— **Le cas de la Chine.** La Révolution Culturelle Chinoise constitue un des apports les plus précieux concernant la construction du communisme.

Cet apport porte autant sur les leçons théoriques que sur les applications pratiques qui leur sont liées. Les principaux enseignements que nous pouvons en retirer pour l'élaboration de notre programme portent sur les efforts accomplis en Chine vers :

- la transformation radicale des rapports sociaux à la campagne au travers des communes populaires ;
- la suppression des stimulants individuels et des salaires au rendement, la primauté de la politique sur l'économie ;
- la participation des cadres au travail manuel, l'abolition progressive de la hiérarchie ;
- la réduction progressive des écarts de salaire entre ouvriers et cadres ;
- la gestion des entreprises par les travailleurs dans le cadre des communes, ou leur participation à cette gestion dans le cas des entreprises d'importance nationale ;
- la transformation radicale de l'Ecole assurant la fusion entre l'enseignement et le travail productif ;
- une nouvelle conception du rapport entre le Parti et les masses, impliquant l'intervention permanente des masses dans la vie du parti.

A cet égard la Révolution Culturelle a pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire mondial une importance décisive et l'attitude par rapport à la Révolution Culturelle constitue au sein de ce mouvement une ligne de démarcation fondamentale, puisqu'elle porte sur la conception même de la société communiste à construire.

B) Pour une pratique internationale effective.

Pourquoi cette pratique internationale est-elle nécessaire ?

L'internationalisme n'est pas seulement pour nous

une exigence morale de solidarité avec les exploités et les opprimés du monde entier. La coordination des luttes à l'échelle internationale est une condition nécessaire de notre victoire en France même.

Certes nous refusons l'idée selon laquelle l'enchevêtrement des économies capitalistes nous interdirait de faire la révolution en France avant le succès de la révolution en Europe ou même aux Etats-Unis, et nous réaffirmons qu'il est possible de conquérir le pouvoir et d'entreprendre la construction du communisme dans le cadre national. Mais la construction du communisme suppose la rupture avec le marché mondial et cette rupture est d'autant plus facile que plusieurs pays l'accomplissent ensemble et peuvent ensuite s'entraider dans l'égalité.

D'autre part l'encerclement capitaliste implique que la dictature du prolétariat conserve, certes sous des formes très différentes, certaines des fonctions traditionnelles de l'Etat : la diplomatie, l'organisation de la défense. Dans la mesure où le communisme intégral suppose le dépérissement total de l'Etat, sa construction ne peut être achevée qu'à l'échelle du monde entier.

Sur quelles bases politiques fonder cette pratique internationale ?

a) **Analyse de la période.**

Avec l'impérialisme, le capitalisme est entré dans son stade suprême. Certes, il peut encore connaître des équilibres provisoires ou même quelques sursauts, mais il ne connaîtra pas de renaissance, de transformation lui ouvrant la perspective d'un avenir illimité. C'est pourquoi d'un point de vue stratégique et quelle que soit sa durée, la période historique où nous sommes entrés est une période révolutionnaire ;

b) **Les principales contradictions du monde contemporain.**

Le monde contemporain comprend trois types de contradictions :

- contradictions entre le camp de l'impérialisme et le camp de la révolution ;
- contradictions intérieures au camp de l'impérialisme ;
- contradictions intérieures au camp de la révolution.

La contradiction entre le camp de l'impérialisme et celui de la révolution est la contradiction principale. Le camp de l'impérialisme comprend d'une part les bourgeoisies des grandes métropoles impérialistes — U.S.A., Europe, Japon — et les bourgeoisies

compradores qui sont les serviteurs de l'impérialisme dans les pays dominés. D'autre part, on distingue ordinairement dans le camp de la révolution la classe ouvrière des pays capitalistes ; les pays socialistes et, enfin, les peuples opprimés. **L'U.R.S.S. et les démocraties populaires** sont souvent présentées comme des pays socialistes, qui feraient par conséquent partie du camp de la révolution. En réalité, nous avons caractérisé l'évolution intérieure de l'U.R.S.S. comme un processus de restauration du capitalisme. Ce processus s'accompagne tout naturellement d'une transformation de la politique extérieure soviétique.

— **Par rapport aux démocraties populaires**, cette politique a connu depuis 1945 plusieurs formes : sur le plan économique, aux prélèvements directs sur la production des démocraties populaires ont succédé les tentatives pour imposer dans le Comecon une spécialisation et une division internationale du travail conforme aux intérêts soviétiques et un commerce aux prix fixés par le marché mondial, caractérisé par l'échange inégal. Sur le plan politique, à la tutelle directe a succédé un libéralisme relatif dont l'invasion de la Tchécoslovaquie et les menaces qui pèsent sur la Roumanie ont clairement montré les étroites limites. Les rapports entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires sont donc comparables à des rapports coloniaux puis néo-coloniaux.

— L'U.R.S.S. tient une partie importante de son rayonnement international de sa réputation de pays socialiste. Pour conserver cette réputation, l'U.R.S.S. continue de soutenir certains pays — Cuba hier, le Vietnam aujourd'hui — victimes de l'agression impérialiste américaine. Ce soutien ne devient important que si la lutte est conforme aux desseins de la diplomatie soviétique. Plus généralement, il est calculé de telle façon que s'il permet à ces pays de ne pas succomber, il est insuffisant pour leur permettre de vaincre.

— C'est qu'en fait, sous couvert de coexistence pacifique, l'U.R.S.S. tente depuis plusieurs années de conclure avec l'impérialisme américain un accord sur le partage du monde en zones d'influences. Cette politique implique le maintien de l'ordre établi, en collaboration parfois ouverte avec l'impérialisme américain (Palestine, Cambodge).

Ainsi l'évolution de la nature de classe de l'U.R.S.S. et sa politique extérieure associent de plus en plus étroitement la classe dirigeante de l'U.R.S.S. au camp de l'impérialisme.

Les manifestations de la contradiction principale.

La présence de trois forces principales dans le

camp de la révolution entraîne la subdivision de la contradiction centrale entre trois contradictions :

- celle qui oppose les peuples opprimés à l'impérialisme ;

- celle qui oppose les pays socialistes aux pays impérialistes ;

- celle qui oppose la classe ouvrière à la bourgeoisie dans les pays capitalistes. L'antagonisme entre la classe ouvrière et la classe dirigeante de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires relève de cette troisième contradiction.

Ces trois contradictions ne se développent pas au même rythme : à chaque époque l'une d'entre elles joue le rôle de contradiction principale. Au début des années 1960, la contradiction principale opposait les peuples opprimés à l'impérialisme ; le « tiers monde » formait alors le maillon faible de la chaîne impérialiste. C'est de cette situation que sont nées les illusions selon lesquelles la révolution ne pourrait plus venir que des pays du « tiers monde ». Mais aujourd'hui le développement de la révolution dans les pays dominés s'est ralenti pour deux raisons :

- la collaboration de plus en plus active de l'U.R.S.S. au maintien de l'ordre établi (Palestine, Cambodge) ;

- la concentration internationale du capital, et l'établissement du néo-colonialisme, qui entraînent la disparition progressive des bourgeoisies nationales ou plutôt leur transformation en bourgeoisie compradores directement dépendantes de l'impérialisme, et qui du même coup affaiblissent temporairement les peuples opprimés.

En revanche, depuis 1968, nous assistons d'une part à la montée des luttes ouvrières et populaires dans les pays capitalistes et dans le bloc soviétique (cf. le mai français, l'automne chaud italien, la grève des métallos allemands et celle des mineurs anglais, la lutte des ouvrières de Scieczin et de Gdansk, en Pologne), d'autre part à la consolidation des pays socialistes : l'admirable résistance du Vietnam et des peuples d'Indochine est pour l'impérialisme américain un échec de première grandeur ; ailleurs, la Chine, qui a mené à bien la révolution culturelle et a pu échapper ainsi à la dégénérescence, a remporté d'importants succès avec son entrée à l'O.N.U.

A travers l'inégalité du développement des luttes sur les différents fronts et la stabilisation ou même les reculs temporaires sur certains d'entre eux, on constate donc une **tendance générale au renforcement du camp de la révolution**, confirmée par l'aggravation des contradictions inter-impérialistes.

L'aggravation des contradictions inter-impérialistes.

Dans le bloc capitaliste lui-même, les contradictions deviennent de plus en plus aiguës ; l'illusion selon laquelle les U.S.A. constitueraient un super impérialisme dominant tous les autres est aujourd'hui dissipé, et la crise monétaire révèle clairement la profondeur des antagonismes qui opposent les U.S.A. à l'Europe et au Japon et que nous devons exploiter.

Par ailleurs la coexistence pacifique n'a pas permis de réaliser un partage du monde stable. La persistance des luttes révolutionnaires dans les pays dominés et la pression de pays comme la Chine empêchent ce partage ; les deux superpuissances ne parviennent pas non plus à imposer leur loi dans leur bloc respectifs, où des tendances centrifuges de plus en plus fortes se manifestent (cf. la politique à l'Est de Brandt, ou l'attitude roumaine).

Contradictions au sein du camp de la révolution.

Le camp de la révolution ne vaincra que s'il est uni, ce qui nous amène au troisième type de contradictions : les contradictions intérieures au camp de la révolution.

Entre les trois forces qui constituent le camp de la révolution - classe ouvrière des pays capitalistes et du bloc soviétique, pays socialistes et peuples opprimés, il est inévitable que des contradictions apparaissent et il serait vain de les nier. Les récents événements de Ceylan, du Pakistan et du Soudan ont révélé clairement leur existence, et on pourrait en donner bien d'autres exemples : divisions de la classe ouvrière, survivance dans ses rangs du chauvinisme et du racisme, etc.

Il faut donc chercher à les résoudre de façon correcte :

— Il s'agit de contradictions intérieures au camp de la révolution, qui doivent être surmontées non par les insultes, mais par le débat politique.

— Il faut pour les résoudre tenir compte de deux principes : l'internationalisme prolétarien, et la nécessité de subordonner les intérêts particuliers des luttes locales aux intérêts généraux de la révolution mondiale (cf Lénine - II^e Congrès de l'Internationale).

— Enfin, chaque parti ou mouvement révolutionnaire reste entièrement autonome et maître de ses propres décisions. Aucun parti ne peut prétendre faire de sa politique la ligne générale du mouvement révolutionnaire international : **il n'y a pas ni parti père ni Etat guide.**

c) Les tâches du parti.

Les tâches du parti correspondent aux différentes contradictions que nous avons énumérées.

Contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie dans les pays capitalistes.

Notre tâche est d'unir la classe ouvrière, dans chaque pays et entre les différents pays, dans la lutte contre l'ennemi commun. C'est dans cette perspective que doivent être posés :

— **Le problème des travailleurs immigrés** : dans chaque pays, la classe ouvrière comprend désormais deux éléments, l'un national, l'autre immigré. Leur unification ne peut être réalisée que dans la convergence de leurs luttes, et non par des tentatives d'assimilation ou de paternalisme. Cette convergence suppose à son tour la reconnaissance d'une entière autonomie aux mouvements révolutionnaires des travailleurs immigrés : c'est à cette condition qu'ils pourront mener effectivement la lutte contre la bourgeoisie française qui est actuellement leur premier exploitateur.

— **Le problème de la coordination des luttes à l'échelle européenne.** Il est clair aujourd'hui que l'espace économique du capitalisme européen est unifié, du fait d'une part de l'existence des firmes multinationales et d'autre part du Marché Commun. Mais, cette unification n'entraîne pas l'affaiblissement des Etats nationaux, dont une des missions principales est désormais de maintenir et de renforcer les divisions entre les classes ouvrières des différents pays. Dès lors, le grand capital peut adopter une stratégie différenciée sur plusieurs pays (transferts des investissements d'un pays à un autre en fonction de l'intensité des luttes).

Ce problème ne peut recevoir aucune solution au niveau des institutions existantes : Europe politique supra-nationale ou Europe des patries ne sont que deux façons différentes d'organiser l'Europe capitaliste, alors que notre problème est et reste celui de la conquête du pouvoir dès aujourd'hui dans chaque Etat. Notre réponse, c'est donc la coordination des luttes, qui ne saurait être confiée aux seuls Etats-majors syndicaux, et qui implique l'organisation de contacts à la base entre les travailleurs engagés dans l'action.

Nous devons donc agir sur les points suivants : solidarité effective, politique et matérielle, aux combats menés par les travailleurs des autres pays contre leur propre bourgeoisie ; lutte contre l'appui donné par le gouvernement français aux régimes fascistes (Grèce, Espagne, etc.) ; soutien au combat des peuples irlandais et basques, etc.

Contradiction entre la classe ouvrière et la classe dirigeante dans les pays du bloc soviétique.

Nous avons également à populariser et à soutenir la lutte des travailleurs des pays du bloc soviétique contre la classe qui les opprime et les exploite et contre la domination soviétique.

Contradiction entre les pays socialistes et les pays impérialistes.

Notre tâche est ici d'assurer le soutien et la défense politique et matérielle des pays socialistes contre les agressions dont ils sont victimes. Ceci concerne aujourd'hui principalement le Vietnam, mais peut concerner demain d'autres pays. Nous devons également populariser les progrès accomplis dans ces pays sur la voie de la construction du communisme et prendre appui sur ces progrès pour expliquer et justifier nos propres thèses.

Contradictions entre les peuples opprimés et l'impérialisme.

Dans ce domaine notre tâche prioritaire est la lutte contre l'impérialisme de notre propre bourgeoisie sous ces différentes formes :

- lutte pour le droit à l'indépendance des TOM DOM et soutien aux mots d'ordres et formes d'organisation que se donnent leurs peuples ;
- lutte contre le néo-colonialisme français et contre la prétendue coopération, qui ne sert qu'à renforcer l'asservissement des peuples des anciennes colonies françaises ;
- lutte contre les interventions militaires françaises au Tchad, à Madagascar, en Côte d'Ivoire, etc. ;
- lutte contre les ventes d'armes, la politique pétrolière, etc., tournée non seulement contre le gouvernement, mais aussi contre les entreprises intéressées.

Par ailleurs, nous devons soutenir plus vigoureusement le combat des peuples d'Indochine, en nous donnant des moyens d'intervention autonomes, afin que notre soutien ne se confonde pas avec le soutien formel du P.C.F. ou le soutien rempli d'arrière-pensées de la Ligue Communiste. Nous devons également renforcer notre appui à la révolution palestinienne, en faisant notre autocritique sur l'isolement dans lequel nous l'avons laissée depuis plusieurs mois.

Contradictions intérieures au camp de l'impérialisme.

Le problème principal posé est celui du **marché commun** au sujet duquel il faut être clair : nous

devons favoriser tout ce qui contribue à désagréger le camp de la bourgeoisie, et lutter contre tout ce qui contribue à son unification. Or, le Marché Commun n'est pas une institution neutre, c'est un instrument au service du capital ; il permet de coordonner les bourgeoisies et de diviser les classes ouvrières et les peuples.

Notre rôle est, dans l'immédiat, d'exploiter ses contradictions, et de lutter pour la destruction des institutions du marché qu'il s'est donné.

Notre critique de l'Europe capitaliste ne signifie pas l'acceptation des thèses nationalistes petites bourgeoises du P.C.F. Ce qui nous intéresse, ce n'est ni l'indépendance de la bourgeoisie française, ni la fusion des bourgeoisies européennes, c'est l'unité dans la lutte des travailleurs et des révolutionnaires européens.

Contradictions à l'intérieur du camp de la révolution.

Le problème posé ici est plus généralement celui de l'organisation du mouvement révolutionnaire international.

La diversité des conditions et formes de lutte à travers le monde ; la nécessaire indépendance des partis et mouvements révolutionnaires, qui, pour faire la révolution, doivent compter d'abord sur leurs propres forces ; l'inégal développement du mouvement révolutionnaire et les contradictions secondaires qui peuvent parfois opposer les forces qui le composent ; tous ces facteurs excluent aujourd'hui la reconstitution d'une Internationale qui ne serait qu'un état-major coupé des masses et de leurs combats.

Ce qui peut et doit être organisé, ce sont des coordinations, soit sur une base régionale, soit sur la base d'une lutte concrète à entreprendre en commun.

Ces coordinations pourraient se donner l'un ou l'autre des trois objectifs suivants :

- la confrontation et l'échange des expériences ;
- la discussion des contradictions intérieures...
- la discussion des contradictions intérieures au camp de la révolution ;
- la conduite de luttes communes.

D. — Quelle organisation pour la commission internationale ?

La Commission Internationale devra être organisée :
— A partir de la stratégie retenue et de ses points d'application prioritaires : travailleurs immigrés, impérialisme français, coordination des luttes en Europe, lutte anti-impérialiste (Indochine et

Palestine, notamment).

— A partir d'une critique très serrée de la pratique de la Commission internationale, en partant notamment du rapport d'activité qu'elle présentera. Il faudra définir les moyens de lier la stratégie internationale avec la pratique militante (débat et campagnes liés aux tâches du Parti, organisation décentralisée de la Commission dans les régions et liaison avec les secteurs entreprises, agricole, jeunes, voyages, etc.).

COMPLEMENT :

Contradictions entre les peuples et les bourgeoisies impérialistes d'Europe occidentale.

— I —

La plupart des pays capitalistes avancés d'Europe Occidentale comportent en leur sein un certain nombre de minorités nationales. Gallois, Ecosais et Irlandais du Nord dans le Royaume Uni ; Galiciens, Catalans et Basques en Espagne ; Valdotains et Sud Tyroliens en Italie ; Basques, Bretons, Catalans, Corses, Occitans et Alsaciens en France. Ces minorités nationales constituent autant d'entités culturelles et linguistiques. Les masses populaires de ces régions ont conscience de leur particularisme de manière plus ou moins diffuse. Les états bourgeois oppriment ces nationalités : ils refusent de leur accorder certains des droits démocratiques élémentaires comme l'enseignement de leurs langues. Face à cette situation d'oppression des mouvements s'organisent. De plus en plus ils tendent à avoir une assise de masse pouvant aller jusqu'à ce qu'ils réclament pour leurs pays une séparation d'avec l'Etat Français pour la forme d'un statut d'autonomie ou même d'indépendance complète.

— II —

Comment expliquer cette résurgence, ce renouveau et cette radicalisation révolutionnaire de mouvements nationaux, en France notamment ?

La situation économique de la plupart des régions de minorités nationales est catastrophique. La loi du développement inégal du capitalisme, le processus de concentration du marché expliquent la stagnation ou la destruction des forces productives existantes, les expropriations foncières, les implantations militaires, l'exode massif des jeunes en direction des grandes cités

industrialisées du Marché Commun Européen. C'est contre un tel état de fait que réagissent la plupart des mouvements qui se sont constitués dans les régions de minorités nationales.

Pourtant, des régions comme le Poitou-Charentes ou l'Anjou connaissent des situations de même type. C'est la persistance d'une identité culturelle et linguistique, la conscience diffuse mais réelle dans les masses de leur particularisme national qui permet en fin de compte la cristallisation de tels mouvements. La nature politique de ces derniers est parfois ambiguë, car certains d'entre eux rassemblent ou aspirent à rassembler sous la bannière du nationalisme petit bourgeois des couches sociales dont les intérêts sont antagonistes : prolétariat et couches moyennes paupérisées ou en voie de prolétarisation d'une part, et d'autre part moyenne bourgeoisie menacée par l'implantation récente et massive du capitalisme monopoliste dans ces régions. Le danger chauvin et nationaliste petit-bourgeois menace donc les mouvements de libération des nationalités opprimées.

— III —

Les grandes lignes de l'action.

Les militants révolutionnaires des régions de minorités nationales doivent faire en sorte que les mouvements d'émancipation des nationalités opprimées s'inscrivent dans le cadre de la lutte anticapitaliste contre la bourgeoisie et son état qui les opprime et les exploite. Ils doivent dénoncer les projets des moyennes bourgeoisies nationales qui ressurgissent dans certaines régions à l'heure actuelle, car ils ne tendent qu'à dévoyer le caractère anticapitaliste que peuvent avoir ces mouvements, notamment par le mot d'ordre de Front National.

Dans les autres régions, les militants révolutionnaires doivent populariser les luttes qui se développent dans les régions de minorités nationales. Le soutien à la lutte contre l'implantation du camp militaire de Larzac s'inscrit dans ce cadre.

Ils doivent, par ailleurs, comme l'a souligné la motion finale de la Rencontre de Narbonne en janvier dernier, reconnaître le droit à l'autodétermination des minorités opprimées en France, y compris le droit à l'indépendance. La propagande en faveur de la reconnaissance de ce droit au sein du prolétariat et des autres couches populaires doit être une de leurs tâches.